

ACCORD VISANT À METTRE FIN À L'EXPULSION DANS L'ATTENTE D'OPTIONS DE REMBOURSEMENT RAISONNABLES

Date

Nom du Locataire

Voie/n°

Ville, État, code postal

Avant l'introduction du présent Accord, le Propriétaire a signifié au Locataire un préavis d'expulsion de 14 jours pour non-paiement du loyer, conformément à la loi fédérale et/ou à d'autres exigences de financement ou à la politique de la Ville, mais il a accepté de ne pas poursuivre la procédure de dépôt d'une action sommaire contre le Locataire, ou de ne pas imposer au Locataire des frais de retard ou des rapports de crédit négatifs liés au loyer impayé, sur la base des éléments suivants :

1. Le Locataire paiera le loyer courant dans son intégralité

Le Locataire paiera son loyer courant pour l'utilisation et l'occupation du logement **fixé actuellement à \$/mois** lorsqu'il sera dû au plus tard le 5 de chaque mois, à partir du mois suivant la signature du présent document. Si le Locataire est engagé dans un processus de recertification annuelle ou provisoire, et s'il pense que le loyer diminuera, la date d'enregistrement du paiement peut être retardée jusqu'à ce que le Locataire ait donné au Locataire un avis écrit indiquant le nouveau montant.

2. Le Locataire sollicitera le bénéfice de Programmes d'assistance financière pour pouvoir régler le solde des arriérés

Le Locataire sollicitera et fournira les informations pouvant être nécessaires dans le cadre de tout programme d'assistance pour le paiement du loyer qui pourra aider le Locataire à régler le **solde impayé, fixé actuellement à \$/mois**. Le Propriétaire devra coopérer en fournissant de telles informations et en signant les formulaires pouvant être nécessaires pour obtenir le paiement des arriérés de loyers. Cependant, tous les paiements devront être appliqués au paiement des arriérés sans établir une nouvelle location ou sans abandonner le droit du Propriétaire d'effectuer une expulsion si le Locataire n'est pas en mesure de régler complètement le solde en utilisant une combinaison des propres fonds du Locataire et toute assistance pouvant être mise à la disposition du Locataire par d'autres sources.

3. Si le Locataire ne sollicite pas une assistance financière dans les 30 jours, le montant à payer augmentera

Si, à la fin de la période de 30 jours suivant la signature du présent Accord, le Locataire n'a pas obtenu d'engagements d'assistance pour pouvoir régler le solde impayé, à compter du mois commençant le mois après l'expiration des 30 jours, le Locataire devra payer [REDACTED] \$/mois au crédit du solde dû. Un tel montant devra être déterminé de façon à ne pas dépasser 10 % du revenu ajusté du Locataire. Ce montant devra être modifié si le revenu du Locataire diminue de 10 % ou plus par la suite. Cette disposition n'affectera ni l'admissibilité du Locataire pour une assistance des programmes en matière de locations, ni l'obligation du Locataire et du Propriétaire de coopérer en fournissant les informations et les documents pouvant être nécessaires en vue d'obtenir l'approbation pour les paiements d'assistance en matière de locations.

4. Le Propriétaire s'engage à fournir les documents demandés à toutes les organisations d'assistance financière tentant de repayer le solde

Le Propriétaire devra coopérer avec le Locataire et tout programme ou organisme fournissant une assistance financière au Locataire afin de déterminer si le solde dû a été évalué correctement et si le Locataire a reçu le crédit approprié pour les paiements effectués. Le Propriétaire devra donner accès à des registres comptables compréhensibles et à toutes les informations nécessaires relatives aux paiements. De temps en temps, il est entendu que les questions de fixation ou d'ajustement du montant du loyer doivent faire l'objet de discussions avec un organisme fournissant des subventions et non avec le Propriétaire, mais le Propriétaire s'engage à coopérer dans le cadre de tous les efforts visant à obtenir des informations ou des ajustements de la part de l'organisme fournissant des subventions. Le Propriétaire s'engage à ajuster le solde dû suivant les besoins pour se conformer aux règles du programme ou aux stipulations du bail, et à refléter de façon appropriée les paiements du Locataire ou les ajustements des subventions.

5. Le présent Accord n'exclut pas une renégociation en cas de revendications additionnelles

Dans les cas où le Locataire affirme qu'il existe des revendications qui devraient être compensées contre le solde dû (en dehors de celles qui résultent d'ajustements du loyer ou des subventions, ou de crédits pour les paiements), les parties pourront négocier une réduction du solde dû en échange de la renonciation à de telles revendications. Les parties peuvent utiliser les services du spécialiste des questions relatives aux logements du Tribunal du logement si cela peut être utile pour permettre une résolution équitable de telles revendications.

6. Le Propriétaire pourra exécuter une procédure sommaire si le Locataire ne s'est pas conformé dans les 60 jours

S'il est clair, dans les 60 jours suivant la signature du présent Accord, que le Locataire ne coopère pas en fournissant les informations nécessaires en liaison avec l'assistance pour le paiement des arriérés de loyer et/ou qu'il ne paie pas le loyer en cours pour l'utilisation et l'occupation des locaux ainsi que les paiements d'arriérés pouvant être requis en vertu du Paragraphe 3, ou que, en dépit des efforts de coopérations et les paiements du Locataire, il ne semble pas que le solde impayé sera réglé dans un délai raisonnable d'au moins [REDACTED] mois, le Propriétaire sera libre de commencer une action de procédure sommaire contre le Locataire. Le Locataire pourra cependant faire valoir des défenses et des revendications dans le cadre d'une telle action, et les parties devront continuer à explorer, via médiation, s'il existe une forme de règlement qui pourrait permettre de préserver la location moyennant des termes raisonnables que les deux parties pourraient probablement respecter.

7. Le Locataire peut s'adresser au Boston Office of Housing Stability pour obtenir une assistance supplémentaire

Si le Locataire pense que le Propriétaire ne coopère pas en fournissant les informations ou formulaires nécessaires pour obtenir de l'assistance en matière de paiement d'arriérés du loyer, ou s'il ne coopère pas en apportant les modifications appropriées au solde dû ou s'il ne s'acquitte pas par ailleurs de ses obligations en vertu du présent Accord, le Locataire pourra demander de l'assistance à l'Office of Housing Stability, et le Propriétaire s'engage à négocier de bonne foi avec des représentants de cet Office pour tenter de résoudre ces problèmes. L'OHS pourra également aider les parties à obtenir une assistance en matière linguistique pour faciliter l'accès ou d'autres services pouvant faciliter la résolution des problèmes dans le cadre du présent Accord.

8. Aucune disposition du présent Accord n'affectera les droits des parties d'intenter des actions en justice ou d'engager des procédures administratives pour obtenir satisfaction dans d'autres domaines en liaison avec la location.

Locataire [REDACTED]

Propriétaire [REDACTED]